

ARRÊTÉ N° 2023_272

RELATIF AU PRIX DE JOURNÉE 2023 DU FOYER ÉDUCATIF LA BIENVENUE SIS 314 BOULEVARD GABRIEL PÉRI, 93130 NOISY-LE-SEC ET GÉRÉ PAR L'ASSOCIATION LA BIENVENUE

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL,

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu le Code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L. 313-1, L. 313-1-1, L. 313-3 à L. 313-8, L. 314-1, L. 314-6 à L. 314-8, relatifs à l'autorisation, la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312.1 du Code de l'action sociale et des familles ;

Vu la loi n° 86-17 du 6 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétences en matière d'aide sociale et de santé ;

Vu la loi n° 2002-2 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale ;

Vu l'arrêté du président du Conseil départemental n° 2018-407 du 12 septembre 2018 de renouvellement d'autorisation d'hébergement de la MECS « maison d'enfants à caractère social » La Bienvenue sise 314 boulevard Gabriel Péri, 93130 Noisy-le-Sec gérée par l'association La Bienvenue sise 3 rue Jean-François Lépine, 75018 Paris ;

Vu la convention du 20 décembre 2018 relative au paiement en prix de journée globalisé pour la maison d'enfants à caractère social gérée par l'association La Bienvenue ;

Vu l'élection le 1^{er} juillet 2021 de M. Stéphane Troussel à la présidence du Conseil départemental de la Seine-Saint-Denis ;

Vu l'arrêté du président du Conseil départemental n° 2021-271 du 1^{er} juillet 2021 donnant délégation de signature à M.Olivier Veber, directeur général des services du Département ;

Vu les propositions et leurs annexes pour l'exercice 2023 transmises le 22 novembre 2022 par M. Jean-Fred Berger, président de l'association La Bienvenue sise 3 rue Jean-François Lépine 75018 Paris ;

Vu la décision budgétaire pour l'exercice 2023 transmise le 20 juin 2023 ;

Sur proposition du directeur général des services du Département ;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. – Pour l'exercice 2023, les dépenses et recettes prévisionnelles du

foyer éducatif La Bienvenue sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montant en €	Total en €
DÉPENSES	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	135 300,00	1 196 360,37
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	808 415,00	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	252 645,37	
RECETTES	Groupe I : Produits de la tarification	1 196 360,37	1 196 360,37
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00	

ARTICLE 2. – Pour l'exercice budgétaire 2023, le prix de journée du foyer éducatif La Bienvenue géré par l'association La Bienvenue sis 314 boulevard Gabriel Péri, 93130 Noisy-le-Sec, dont le n° SIRET est le 775 693 419 00043, est arrêté à 260,08 €.

Le prix de journée moyen applicable du 1^{er} juillet 2023 au 31 décembre 2023 est fixé à 321,05 €.

En application du IV bis de l'article L.314-7 du Code de l'action sociale et des familles, il est calculé en prenant en compte les produits prévisionnels facturés sur la base de l'exercice précédent en le 1^{er} janvier et la date d'effet du présent arrêté.

En l'absence de nouvelle tarification au 1^{er} janvier 2024 et dans l'attente d'une nouvelle décision, **le tarif applicable à compter du 1^{er} janvier 2024 est de 260,08 €.**

ARTICLE 3. – Le prix de journée globalisé est versé selon les modalités suivantes pour l'exercice en cours :

– versement de dotations mensuelles calculées en fonction de l'activité autorisée pour l'année N ;

– régularisées en deux fois :

- (1) en année N en prenant en compte l'activité constatée des premiers mois de l'année N ;
- (2) en année N+1 en prenant en compte l'activité constatée des derniers mois de l'année N.

En l'absence de nouvelle tarification au 1^{er} janvier 2024 et dans l'attente d'une nouvelle décision, **le douzième mensuel à compter du 1^{er} janvier 2024 est de 99 696,70 €** (produits de la tarification/12).

ARTICLE 4. – Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale d'Île-de-France sis : TITSS Conseil d'État 1 place du Palais Royal, 75100 Paris Cedex 01, dans un délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa

notification.

ARTICLE 5. – Une ampliation du présent arrêté sera notifiée au service concerné.

ARTICLE 6. – Le directeur général des services du Département est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié sur le site internet du Département.

Pour le président du Conseil départemental
et par délégation,

Date d'affichage du présent acte,
le

Date de notification du présent acte,
le

Certifie que le présent acte est devenu exécutoire,
le